

Burundi : Répression tous azimuts

@rib News, 28/08/2011 â€“ Source La Libre Belgique Marie-France CrosLe pouvoir nâ€™a rien trouvÃ© dâ€™autre pour rÃ©pondre Ã une tension croissante. Le Burundi reprend-il le chemin dâ€™une guerre civile? Câ€™est la question qui taraude de plus en plus de Burundais et dâ€™observateurs au vu de la dÃ©gradation de la situation depuis les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010, contestÃ©es et boycottÃ©es par lâ€™opposition. La succession de heurts armÃ©s en province et jusquâ€™Ã Bujumbura fait craindre une nouvelle flambÃ©e de violence un an aprÃ¨s le retour Ã la clandestinitÃ© de lâ€™ex-guÃ©rilla hutue des Forces nationales libÃ©ration (FNL), qui fait partie de la dizaine de partis politiques dâ€™opposition qui ont boycottÃ© les scrutins de 2010 en accusant le pouvoir de "fraude".

Le gouvernement du prÃ©sident Pierre Nkurunziza (lui-mÃªme issu de la guÃ©rilla hutue CNDD-FDD, qui avait participÃ© victorieusement aux Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2005, Ã lâ€™issue de la guerre civile) se contente de qualifier les combattants FNL de "bandits", sans vouloir reconnaÃ¢tre de problÃªme politique, bien que lâ€™opposition ait refusÃ©, fin juillet, de participer Ã une rÃ©union organisÃ©e par le pouvoir. "Les conditions dâ€™un vÃ©ritable dialogue ne sont pas remplies", avait-elle alors dit, notamment les "conditions" Ã crÃ©er pour permettre "le retour des leaders dâ€™opposition en exil" depuis la rÃ©pression qui a sanctionnÃ© son boycott des Ã©lections de 2010. Les relations de Bujumbura avec lâ€™Ã©tranger se sont aussi dÃ©gradÃ©es. Lâ€™ambassadeur de Belgique a, le 21 juillet, exigÃ© des sanctions "urgentes" contre les responsables dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires (une vingtaine recensÃ©es par lâ€™Onu depuis juin 2010) et des grandes affaires de corruption qui gangrÃªnent le rÃ©gime Nkurunziza. Trois reprÃ©sentants de lâ€™Onu au Burundi et lâ€™ex-ambassadeur dâ€™Allemagne ont dÃ©clarÃ©s personae non gratae par Bujumbura, qui leur reproche Ã tous dâ€™Ãªtre "proches de lâ€™opposition". Le pouvoir a Ã©galement mis Ã dos le monde des avocats, aprÃ¨s plusieurs arrestations arbitraires, notamment celle du bÃ¢tonnier Isidore Rufyikiri en juillet, pour "outrage Ã magistrats": Me Rufyikiri avait dÃ©clarÃ© que les tribunaux, au Burundi, Ã©taient sous contrÃ´le du pouvoir exÃ©cutif. La mÃªme conclusion avait pourtant Ã©tÃ© tirÃ©e, en juin dernier, par une Ã©tude de lâ€™Observatoire de lâ€™action gouvernementale, conduite par le professeur Michel Masabo, qui soulignait que le pouvoir des magistrats est limitÃ© par celui du chef de lâ€™Etat, Ã©galement prÃ©sident du Conseil supÃ©rieur de la magistrature, et leur carriÃ¨re gÃ©rÃ©e de bout en bout par le ministre de la Justice. Le bÃ¢tonnier avait tenu les propos incriminÃ©s lors dâ€™une manifestation exigeant la libÃ©ration dâ€™une avocate. Celle-ci, Me Suzanne Bukuru, avait Ã©tÃ© accusÃ©e de "complicitÃ© dâ€™espionnage" pour avoir facilitÃ© lâ€™interview de ses clients par des journalistes franÃ§ais, clients qui Ã©taient parties civiles dans un procÃ¨s contre le FranÃ§ais Patrick Faye - chasseur de crocodiles et de serpents renommÃ©, trÃ¢s apprÃ©ciÃ© au Burundi pour ses activitÃ©s charitables - condamnÃ© pour "viols" en juillet Ã 25 ans de prison lors dâ€™un procÃ¨s bÃ©nÃ©voles marquÃ© par de graves manquements Ã la procÃ©dure. Enfin, la presse fait Ã©galement les frais de la vague de rÃ©pression. Le ComitÃ© pour la protection des journalistes et Reporters sans frontiÃ¨res ont, chacun, dÃ©noncÃ© le harcÃªlement de journalistes - en particulier ceux de deux radios, Isanganiro et Radio Publique africaine - dÃ©nonÃ§ant des faits de corruption du rÃ©gime et des assassinats extrajudiciaires.